

Ville de Lancy

République et canton de Genève



OBJET : *Etude et Réalisation d'un pavillon provisoire sur la zone
« parking » de l'école En-Sauvy*

Mandat d'architecte

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Procédure ouverte, à un degré

DOSSIER DU OU DE LA CANDIDAT-E A REMETTRE

DOCUMENT B1

A compléter par le ou la candidat-e :

Nom du bureau responsable de l'offre :

Nom, prénom personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

.....

.....

Téléphone :

Fax :

Email :

Date :

Signature(s)* :

**Tous les membres d'une association de mandataires doivent signer le présent document.*

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----|
| 1. ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR | |
| 2. CARACTERISTIQUES DU CANDIDAT | |
| 3. DOCUMENTS SPECIFIQUES | |
| 3.1. <i>COMPREHENSION DE LA PROBLEMATIQUE</i> | 35% |
| 3.2. <i>QUALITE ECONOMIQUE GLOBALE DE L'OFFRE</i> | 30% |
| 3.3. <i>REFERENCES DU CANDIDAT</i> | 20% |
| 3.4. <i>ORGANISATION DU CANDIDAT</i> | 15% |
| 4. ENGAGEMENT DU CANDIDAT | |

1. ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

En signant ce document, le candidat ou le soumissionnaire confirme sur l'honneur qu'il respecte toutes les conditions ci-dessous et qu'il s'engage à les respecter pendant la durée de la procédure de mise en concurrence jusqu'à la décision d'adjudication et pendant la durée de l'exécution du marché depuis la signature du contrat. Par sa signature, le candidat ou le soumissionnaire s'engage également à vérifier que ses sous-traitants directs les respectent aussi.

Si le candidat ou le soumissionnaire ne peut pas ou ne pourra pas respecter l'une ou l'autre des conditions, il devra se justifier par courrier dans le même délai fixé pour le dépôt du dossier ou de l'offre.

Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions peut entraîner l'exclusion immédiate du candidat ou du soumissionnaire de la procédure ou la résiliation du contrat en cours d'exécution du marché.

L'adjudicateur se réserve le droit d'exiger, à tout moment et dans un délai de 10 jours, l'une ou l'autre attestation ou preuve, voire la totalité des attestations et preuves, notamment auprès du soumissionnaire pressenti pour être l'adjudicataire du marché.

| Conditions | Documents ou attestations qui peuvent être requis |
|---|---|
| Profil du soumissionnaire correspondant à la nature | Copie de l'extrait du registre du commerce, preuve de l'inscription sur un registre professionnel reconnu officiellement ou copie du diplôme professionnel, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition. |
| Intégrité sociale et fiscale du soumissionnaire | Attestations du paiement des cotisations sociales (AVS, AI, APG, AC, AF, LPP ou équivalents), preuves cotisations assurance RC + assurance-accident, attestations fiscale d'entreprise, et fiscale à la source pour le personnel étranger, preuve assujettissement TVA, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition. Tout document permettant d'attester la solvabilité financière de l'entreprise ou du bureau. Les organes qui engagent la responsabilité de l'entreprise ou du bureau doivent pouvoir prouver qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour faute professionnelle grave. Les indépendants fournissent uniquement les attestations AVS et fiscale, ainsi que la preuve du paiement de la cotisation assurance accident et de l'assujettissement à la |
| Respect des usages professionnels et des conditions de base relatives à la protection des tra- | Preuve de la signature d'une Convention collective de travail (CCT) ou d'un contrat type de travail (CTT) applicable au lieu d'origine (lieu d'exécution pour le canton de Genève), ceci en rapport avec le marché mis en concurrence ou engagement à en respecter les conditions auprès d'un organisme officiel du lieu d'exécution, en particulier pour les candidats et soumissionnaires étrangers, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition |
| Annonce, le cas échéant, des sous- | Engagement à annoncer tous les sous-traitants directs, y compris les fournisseurs principaux et transporteurs, nécessaires pour l'exécution du marché. |
| Egalité de traitement entre hommes et femmes | En vertu de l'art. 11 let. f de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), engagement à respecter les dispositions légales relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en matière d'égalité salariale. La loi fédérale sur l'égalité (LEg) interdit concrètement toute discrimination professionnelle en général, et salariale en particulier. |
| Respect des prescriptions fédérales et cantonales de la législation sur la protection de l'envi- | Engagement à respecter les dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte contre les nuisances sonores, la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets. |

A compléter par le soumissionnaire :

Raison sociale du bureau ou de l'entreprise :

Date :

Signature(s) * :

* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau, voire le consortium d'entreprises ou l'association de bureaux, le cas échéant.

2. CARACTERISTIQUES DU CANDIDAT-E

| | | |
|---|-------|----------|
| 3. Raison sociale du bureau (pilote en cas d'association en pool *) : | | |
| - Nom et prénom de la personne de contact : | | |
| - Adresse complète : | | |
| - Tél. : | Fax : | E-Mail : |
| - Statut juridique du bureau ou de l'entreprise : SA <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> autre : | | |
| - Part du marché en % (si association de bureaux ou d'entreprises) : % | | |
| - Prestations qui seront exécutées en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, en pool ou en consortium : - - | | |

* En cas d'adjudication à une association de bureaux en pool pluridisciplinaire, le pilote est le garant des bons rapports entre associés et est le représentant principal de cette association vis-à-vis de l'adjudicateur.

| | | |
|---|-------|----------|
| Raison sociale du bureau associé en pool ** : | | |
| - Nom et prénom de la personne de contact : | | |
| - Adresse complète : | | |
| - Tél. : | Fax : | E-Mail : |
| - Statut juridique du bureau ou de l'entreprise : SA <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> autre : | | |
| - Part du marché en % (si association de bureaux ou d'entreprises) : % | | |
| - Prestations qui seront exécutées en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, en pool ou en consortium : - - | | |

** Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple. Chaque membre d'une association de bureaux ou d'entreprises, d'un consortium ou d'un pool pluridisciplinaire, répond personnellement et solidairement des engagements pris par les associés.

(page à photocopier s'il y a plus de 4 bureaux associés)

| | | | |
|--|---|-------|----------|
| Raison sociale du bureau associé en pool ** : | | | |
| - | Nom et prénom de la personne de contact : | | |
| - | Adresse complète : | | |
| - | Tél. : | Fax : | E-Mail : |
| - | Statut juridique du bureau ou de l'entreprise : SA <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> autre : | | |
| - | Part du marché en % (si association de bureaux ou d'entreprises) : % | | |
| - | Prestations qui seront exécutées en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, en pool ou en consortium : - - | | |

| | | | |
|--|---|-------|----------|
| Raison sociale du bureau associé en pool ** : | | | |
| - | Nom et prénom de la personne de contact : | | |
| - | Adresse complète : | | |
| - | Tél. : | Fax : | E-Mail : |
| - | Statut juridique du bureau ou de l'entreprise : SA <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> autre : | | |
| - | Part du marché en % (si association de bureaux ou d'entreprises) : % | | |
| - | Prestations qui seront exécutées en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, en pool ou en consortium : - - | | |

** Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple. Chaque membre d'une association de bureaux ou d'entreprises, d'un consortium ou d'un pool pluridisciplinaire, répond personnellement et solidairement des engagements pris par les associés.

3. DOCUMENTS SPÉCIFIQUES

3.1 COMPRÉHENSION DE LA PROBLÉMATIQUE

35%

(Deux pages A4 recto ou une page A4 recto-verso maximum)

Le ou la candidat-e indiquera ci-dessous comment il ou elle perçoit les prestations à exécuter en mettant en évidence, en sa qualité de professionnel, les difficultés principales et sensibles liées à l'exécution du marché et la manière dont il entend les résoudre.

Afin d'explicitier la manière dont il a compris le problème, Il développera, sous forme libre, à l'aide uniquement de textes, esquisses ou schémas, les éléments à prendre en compte pour répondre, en particulier et impérativement, aux problématiques suivantes :

- intégration dans le site en respectant le périmètre d'implantation défini dans le cahier des charges ainsi que les valeurs patrimoniales des constructions de l'école existante,
- planification et mise en oeuvre de l'ensemble visant à optimiser le planning et le respect des délais.

3.2 QUALITÉ ÉCONOMIQUE GLOBALE DE L'OFFRE

30%

Les offres comprendront toutes les prestations nécessaires et suffisantes pour l'exécution complète du mandat telles que décrites dans le dossier.

Estimation des honoraires de l'architecte d'après le coût de l'ouvrage (article 7, règlement SIA RPH 102/2003)

REMARQUES CONCERNANT LE CALCUL DES HONORAIRES

Le calcul des honoraires est établi hors TVA.

La TVA est ajoutée en fin d'opération sur le montant total des honoraires.

Le mobilier ainsi que les éléments d'aménagement et les accessoires interviennent pour 50% de leur valeur dans le coût de l'ouvrage déterminant les honoraires.

La base pour le calcul de valeurs indicatives pour les honoraires d'architecte est constituée par :

- Le coût d'ouvrage déterminant le temps nécessaire,
- Le facteur de base pour le temps nécessaire, déterminé statistiquement,
- La catégorie d'ouvrage, respectivement le degré de difficulté
- L'étendue des prestations à fournir (prestations ordinaires),
- Un facteur d'ajustement éventuel,
- Les spécificités et la composition de l'équipe de travail mise en place pour accomplir le mandat,
- Les prestations spéciales apportant de la valeur ajoutée ou destinées à abaisser le coût de l'ouvrage,
- Le ou les taux horaires offerts,
- Renchérissement

Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

- Frais accessoires

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

Le montant total des travaux donnant droit aux honoraires pour le calcul de la présente offre est estimé à **CHF 1'955'000.- HT.**

Le montant donnant droit aux honoraires sera réévalué lors de la phase Devis Général approuvé par le Maître d'Ouvrage. Il fixera les honoraires forfaitaires du mandataire pour les phases SIA 3 et 4.

Phase 5 : le montant donnant droit aux honoraires sera adapté au coût réel de l'ouvrage et calculé sur la base des décomptes finaux.

Détail des données relatives au calcul des honoraires

| | | | |
|--|----------------------|---|-----------|
| - Coût d'ouvrage en francs déterminant le temps nécessaire, calculé sur le montant des travaux | B | = | 1'955'000 |
| - Valeurs de coefficients + année de référence | Z1 | = | 0.062 |
| | Z2 | = | 10.58 |
| Facteur de base pour le temps nécessaire | p | = | _____ |
| - Degré de difficulté selon la division en catégories d'ouvrage | n | = | _____ |
| - Part de prestations en pour-cent | q | = | _____ |
| - Facteur d'ajustement | r | = | _____ |
| - Majoration pour transformations, entretien, restauration de monuments (ne doit pas être pris en compte dans le facteur d'ajustement "r") | % | = | _____ |
| Temps moyen nécessaire | T_m | = | _____ |
| - Facteur de groupe | i | = | _____ |
| Temps prévu - T_p | T_p | = | _____ |
| - Facteur pour prestations spéciales | s | = | _____ |
| - Taux horaire offert | h | = | _____ |

| | | | |
|---|----------|---|------------------|
| Total HT honoraires d'après le coût de l'ouvrage | H | = | Fr. _____ |
| Rabais | _____ % | | Fr. _____ |
| Total net HT honoraires d'après le coût de l'ouvrage | | | Fr. _____ |

| | | |
|------------------------------|--|------------------|
| Total net HT arrêté à | | Fr. _____ |
| TVA 7.7% | | Fr. _____ |
| Total TTC | | Fr. _____ |

Les valeurs des facteurs d'ajustement proposées par le ou la candidat-e seront motivées par un bref explicatif.

Tableau des prestations et des pourcentages

Le temps moyen nécessaire pour les prestations ordinaires selon art. 4 du règlement SIA 102 – édition 2003, y compris les dispositions particulières de la Ville de Genève, est réparti en phases et phases partielles selon le tableau ci-dessous.

Le total des honoraires (%) correspond à la rémunération pour l'accomplissement des prestations ordinaires nécessaires aux phases 3, 4 et 5.

Tableau des prestations et pourcentages :

| Phases | | Phases partielles | | | % | Total % | Total HT en francs |
|---|-----------------|-------------------|---|--|-------|---------|--------------------|
| 3 | Etude du projet | 4.31 | Avant-projet | Recherche de partis et estimation sommaire des coûts de construction | _____ | | |
| | | | | Avant-projet et estimation des coûts | _____ | | Fr. _____ |
| | | 4.32 | Projet de l'ouvrage | Projet de l'ouvrage | _____ | | |
| | | | | Etudes de détail | _____ | | Fr. _____ |
| | | | | Devis | _____ | | |
| | | 4.33 | Procédure de demande d'autorisation | Procédure de demande d'autorisation | _____ | | Fr. _____ |
| 4 | Appel d'offres | 4.41 | Appels d'offres comparaison des offres, propositions d'adjudication | Plans d'appel d'offres | _____ | | |
| | | | | Appel d'offres et adjudication | _____ | | Fr. _____ |
| 5 | Réalisation | 4.51 | Projet d'exécution | Plans d'exécution | _____ | | Fr. _____ |
| | | | | Contrats d'entreprises | _____ | | |
| | | 4.52 | Exécution de l'ouvrage | Direction architecturale | _____ | | |
| | | | | Direction des travaux et contrôle des coûts | _____ | | Fr. _____ |
| | | 4.53 | Mise en service, achèvement | Mise en service | _____ | | |
| | | | | Documentation de l'ouvrage | _____ | | |
| | | | | Direction des travaux de garantie | _____ | | Fr. _____ |
| | | Décompte final | _____ | | | | |
| Total HT des prestations des phases 3, 4 et 5 | | | | | | | Fr. _____ |

Le mandataire est tenu de signaler au Maître d'Ouvrage toutes omissions ou toutes prestations nécessaires à l'accomplissement de ce mandat.

3.3 RÉFÉRENCES DU OU DE LA CANDIDAT-E

20%

Chaque référence des candidat-e-s devra obligatoirement comporter les précisions énumérées ci-après.

Le ou la candidat-e bénéficie d'une page A4 recto par référence pour les présenter sous la forme qui leur conviendra (image, texte, dessins, etc.). Ces pages supplémentaires seront jointes au présent dossier. Tout autre document supplémentaire sera écarté de l'évaluation.

Les 3 références présentées devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- sont en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- démontrent l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- sont achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevées ;
- reflètent le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter ;
- le programme présente des similitudes avec l'objet du marché.

3.3.1 Nom du bureau qui cite les références ci-dessous :

Référence 1

Objet, lieu :
Maître d'Ouvrage :

Personne de contact : Mme/M. Téléphone :
Année :
Prestations effectuées :
Responsable :
Partenaires :
Coût total de l'opération :

Référence 2

Objet, lieu :
Maître d'Ouvrage :

Personne de contact : Mme/M. Téléphone :
Année :
Prestations effectuées :
Responsable :
Partenaires :
Coût total de l'opération :

Référence 3

Objet, lieu :
Maître d'Ouvrage :

Personne de contact : Mme/M. Téléphone :
Année :
Prestations effectuées :
Responsable :
Partenaires :
Coût total de l'opération :

3.4 ORGANISATION DU OU DE LA CANDIDAT-E

15%

- Effectif du bureau
- Personne responsable du mandat avec CV
- Nombre de collaborateurs prévus pour le mandat avec pour chacun
 - ⇒ formation de base (diplôme)
 - ⇒ date d'engagement dans le bureau
 - ⇒ tâches affectées au collaborateur pour le mandat
 - ⇒ taux d'occupation
- Proposition d'organisation et de pilotage du mandat visant à optimiser le planning et le respect des délais

4. ENGAGEMENT DU OU DE LA CANDIDAT-E

En signant et en déposant leur offre, les responsables de l'offre d'un bureau ou d'un groupement de bureaux certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de l'appel d'offres et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le ou la candidat-e peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il ou elle confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il ou elle accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il ou elle garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il ou elle garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) il ou elle confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre candidat-e-s ;
- f) il ou elle confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité ;
- g) il ou elle a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- h) il ou elle confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il ou elle s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- i) il ou elle met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, celui-ci ou celle-ci doit être annoncée immédiatement à l'adjudicateur qui est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il ou qu'elle mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ou si elle ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- j) il ou elle confirme qu'il ou elle n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il ou elle garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il ou elle entend faire appel ;
- k) il ou elle accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres candidat-e-s sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- l) en cas d'adjudication, il ou elle acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- m) il ou elle respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs ;
- n) il ou elle respecte les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les sous-traitants directs, le cas échéant ;

- o) en cas d'adjudication et selon le type de marché, il ou elle fournira un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de MSST ;
- p) il ou elle acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le Maître d'Ouvrage ;
- q) il ou elle créera une société simple selon le Code des Obligations et/ou le contrat de société SIA 1016 s'il y a une association de mandataires. Le cas échéant, il ou elle fournira également, sur demande l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires co-solidaires ;
- r) il ou elle mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- s) en remplissant son offre, il ou elle a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au ou à la candidat-e de poser toute question d'éclaircissement. Le ou la candidat-e ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- t) il ou elle accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment l'appel d'offres si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- u) il ou elle accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la mise en concurrence si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- v) il ou elle fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du collège d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un ou d'une autre candidat-e ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours d'appel d'offres.